

que la sorte de programme de restrictions commerciales que l'on associe toujours au nom de M. Schacht ne doit pas être rétablie ni imposée de nouveau en Allemagne, ni dans aucun autre pays.

L'honorable député de Rosetown-Biggart, chez qui ce protocole, sa portée et les circonstances qui l'entourent, provoquent des sentiments divers, comme d'ailleurs chez la plupart d'entre nous, je crois, s'est dit d'avis que durant l'étude de ces instruments ainsi que pendant le temps pris par l'Ouest avant de les signer, les Russes ont exploité la situation et en ont profité pour remporter une victoire de propagande. Je n'en suis pas tellement certain, monsieur l'Orateur, parce que j'ai étudié ces échanges de notes comme l'ont fait les honorables députés, et au moins une note soviétique a établi sans aucun doute pour les Allemands et pour nous tous, que les Russes demandent, comme prix de l'unité de l'Allemagne, le relèvement et le réarmement de ce pays qui serait assujéti à peu de restrictions quant à l'emploi de ses armes et libre, sauf en ce qui concerne son droit de s'unir à l'Ouest dans un programme de défense collective.

M. Coldwell: Ils ont fait appel au nationalisme des Allemands.

L'hon. M. Pearson: Ils ont fait appel au nationalisme des Allemands, mais ils leur ont démontré que le prix de l'unification ne comprend pas seulement le nationalisme mais aussi la restriction du droit des Allemands de traiter avec les pays amis et démocratiques de l'Ouest. Ce qui est beaucoup plus important, et à ce point de vue ces échanges de notes ont mis à découvert les objectifs de la Russie, les notes russes font savoir clairement aux Allemands que la frontière Oder-Niese est maintenue. Voilà un autre prix que les Allemands devront payer pour une unification à la russe. Au contraire, dans les échanges de notes entre Adenauer et les puissances occidentales qui ont porté sur ces questions, les trois puissances occidentales ont toujours eu soin de déclarer clairement que la question des frontières permanentes de l'Allemagne devrait être réservée pour considération et décision finale à la conférence générale de paix.

L'honorable représentant de Rosetown-Biggart a déclaré que nous ne devrions jamais hésiter à entrer en négociations avec les Russes au sujet de l'Allemagne, ou de fait au sujet de n'importe quelle autre question, et que les puissances occidentales, même si elles se méfient des intentions des Russes et doutent de leur sincérité, ne devraient jamais refuser de discuter le problème allemand avec eux. Je suis d'accord moi-même avec lui jusqu'à un certain point, de même que

les ministres des Affaires étrangères des autres pays, je crois. Mais c'est une chose que d'accepter de négocier avec les Russes sur un ordre du jour clair et pratique, où il est prévu que si l'on n'obtient pas les résultats voulus on peut tout au moins rompre les négociations. Autre chose est de rencontrer les Russes pour se voir engagé dans une longue discussion visant des buts de propagande et qui, du côté des Russes, servira à retarder la ratification, ce qui selon moi est probablement à l'heure actuelle l'objectif premier de leur politique étrangère.

M. Graydon: Ils veulent nous paralyser dans la glu des délibérations internationales!

L'hon. M. Pearson: Les puissances de l'Ouest n'ont peut-être pas tort d'user de prudence devant les invitations à discuter, mais, malgré tout, je devrais ajouter (je l'ai d'ailleurs déjà dit) que j'espère que nous pourrions poursuivre cette ratification sans refuser toute offre raisonnable et pratique de discussion.

L'honorable député de Rosetown-Biggart a insisté sur le fait qu'en Allemagne et ailleurs une grande partie de l'opinion publique se préoccupait de ces accords. Il ne faudrait pas, selon lui, que nous poussions plus loin dans cette voie sans connaître en cette affaire les désirs des Allemands eux-mêmes. J'en conviens sans doute, mais c'est précisément ce que nous allons essayer de déterminer désormais. Nous tâchons de savoir ce que veulent précisément les Allemands, les Français, les Britanniques et les Américains, en somme tous les peuples intéressés, mais surtout les Allemands. Voilà précisément l'objet de la soumission de ces documents au Parlement de l'Allemagne occidentale, à qui on demande de les ratifier.

On parle du désir des Allemands. Tout ce que nous savons à présent c'est que le gouvernement librement élu en Allemagne occidentale a accepté ce programme et que toutes les mesures qui ont précédé la signature de ces traités par les autorités de l'Allemagne de l'Ouest ont été prises après discussion avec le chancelier Adenauer et son gouvernement qui représentent en ce moment le peuple allemand de l'Ouest. Si Adenauer perd cet appui et si le Parlement refuse de ratifier ces accords, tout tombe à l'eau et nous devons recommencer à nouveau. Rien que je sache n'indique que ces documents ont été imposés à un peuple qui n'en veut pas. En effet, chacune des assemblées législatives intéressées doit ratifier chacun de ces documents et si l'une d'entre elles est incapable d'en ratifier un seul, nous devons chercher une nouvelle solution au problème capital de l'association de l'Allemagne à la défense de l'Ouest.